



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/998
S/1996/497
28 juin 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquantième session
Point 45 de l'ordre du jour

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante et unième année

LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE :
PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT D'UNE PAIX
FERME ET DURABLE ET PROGRÈS RÉALISÉS
DANS LA STRUCTURATION D'UNE RÉGION
DE PAIX, DE LIBERTÉ, DE DÉMOCRATIE ET
DE DÉVELOPPEMENT

Lettre datée du 17 mai 1996, adressée au Secrétaire général
par les Représentants permanents du Belize, du Costa Rica,
d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et
du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la Déclaration politique de Montelimar II, issue de la dix-huitième Réunion des Présidents des pays d'Amérique centrale, tenue à Montelimar (Nicaragua) les 8 et 9 mai 1996 (voir annexe).

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la cinquantième session de l'Assemblée générale, au titre du point 45 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
du Costa Rica

(Signé) Fernando BERROCAL SOTO

Le Représentant permanent
du Guatemala

(Signé) Julio MARTINI HERRERA

Le Représentant permanent
d'El Salvador

(Signé) Ricardo G. CASTANEDA-CORNEJO

Le Représentant permanent
du Nicaragua

(Signé) Erich VILCHEZ ASHER

A/50/998
S/1996/497
Français
Page 2

Le Représentant permanent du
Honduras

(Signé) Gerardo MARTINEZ BLANCO

Le Représentant permanent
du Panama

(Signé) Jorge E. ILLUECA

Le Représentant permanent du Belize

(Signé) Edward A. LAING

/...

ANNEXE

Déclaration politique issue de la dix-huitième Réunion des
Présidents des pays d'Amérique centrale, tenue à Montelimar
(Nicaragua) les 8 et 9 mai 1996

Nous, Présidents des pays d'Amérique centrale, nous sommes réunis à Montelimar (République du Nicaragua) en présence du représentant du Premier Ministre du Belize à l'occasion de notre dix-huitième Réunion ordinaire en vue d'examiner, en notre qualité de Conseil centraméricain pour le développement durable, les progrès accomplis par l'Alliance pour le développement durable (ALIDES) et de promouvoir le progrès et le bien-être de nos populations.

À cette occasion, nous avons décidé d'affermir l'engagement politique que nous avons souscrit de promouvoir le tourisme, conscients qu'il a besoin d'une plus grande impulsion en tant que secteur d'intérêt stratégique pour l'isthme, étant donné l'énorme potentiel de croissance et de diversification économiques qu'il recèle pour nos pays.

Notre objectif est de faire du tourisme la principale source de recettes de nos pays. Aussi, avons-nous publié ce qui suit :

Déclaration de Montelimar II

Nous réaffirmons que l'Alliance pour le développement durable de l'Amérique centrale est la stratégie d'ensemble dans le cadre de laquelle s'inscrivent toutes les activités visant à réaliser le progrès de nos populations et des générations futures. Ce nouveau modèle de développement a pour cadre un processus d'établissement de la paix et de consolidation des institutions démographiques qui vise à installer l'Amérique centrale dans la paix, la liberté, la démocratie et le développement.

À cet égard, nous nous félicitons des progrès concrets accomplis au Guatemala à la faveur d'un accord de paix, et en particulier de l'Accord sur les aspects socio-économiques et la situation agraire conclu récemment et qui représente un élément fondamental du processus de négociation en vue de la création et de la consolidation d'une région géographique politiquement stable et exempte de violences.

De même, nous soulignons l'importance du processus électoral au Nicaragua, qui viendra consolider les institutions démocratiques et lançons un appel à la communauté internationale pour qu'elle concourt pleinement à le mener à bien. Autant de faits qui témoignent clairement des progrès qui se réalisent en Amérique centrale. À cet égard, nous sommes conscients que le tourisme ne peut s'épanouir pleinement que dans la paix et la démocratie, ce qui fait ressortir l'interdépendance qui existe entre stabilité politique et institutionnelle et développement économique et social.

Évoluant dans le cadre de l'Alliance pour le développement durable de l'Amérique centrale, le tourisme doit contribuer avant tout à améliorer la qualité de la vie de tous les habitants de l'Amérique centrale, en intégrant et en formant les groupes locaux et communautaires à la gestion efficace de cette

/...

activité, de sorte que ces derniers puissent s'associer au processus de développement durable, en améliorant le bien-être, en respectant la diversité culturelle et ethnique et en contribuant à affirmer l'identité centraméricaine.

Nous relevons la croissance qui s'observe dans l'industrie du tourisme par suite de la consolidation de la stabilité de l'Amérique centrale et de la mise en oeuvre dans les pays de la région, de nouvelles approches stratégiques de nature à leur permettre de livrer concurrence dans un monde caractérisé par la mondialisation du commerce international et la régionalisation des marchés.

Nous sommes convaincus que, de par leur situation géographique, la diversité de leur patrimoine naturel, leurs richesses culturelles et leurs attraits touristiques, les pays d'Amérique centrale jouissent d'avantages comparatifs qui, à la faveur de l'amélioration de la qualité des services et des infrastructures, permettront à la région de se tailler une plus grande part du marché international du tourisme.

Le patrimoine archéologique, historique et culturel de notre région, son extraordinaire biodiversité et la diversité de ses remarquables sites naturels, lui donnent son cachet particulier sur le plan international et en font une destination touristique privilégiée presque partout dans le monde.

L'essor considérable du tourisme dans la région a permis de multiplier les emplois et d'engranger des recettes importantes au profit des populations. Il apparaît donc clairement que le secteur du tourisme est essentiel pour nos économies et constitue un facteur de développement non négligeable.

Par conséquent, nous réaffirmons que le tourisme est une industrie qui requiert la participation active de tous les secteurs de la société en Amérique centrale. C'est pourquoi nous les invitons instamment à joindre leurs efforts aux nôtres en vue de promouvoir l'activité touristique de la région.

Nous reconnaissons que la contribution du secteur privé, moteur principal de la croissance et de l'expansion du tourisme, est indispensable. De même, l'appui des institutions nationales et régionales, à travers l'adoption de politiques adaptées aux besoins de l'activité touristique, est essentiel pour encourager davantage encore les investissements privés.

Nous nous engageons à instaurer des conditions propices à l'essor du tourisme, grâce à l'amélioration des infrastructures, à la création d'un cadre juridique moderne et adapté et à la formation des ressources humaines, aux fins de la protection et de la gestion durable de notre patrimoine naturel et culturel et de l'amélioration de la qualité de l'environnement.

De même, nous réaffirmons les engagements que nous avons pris au cours des réunions précédentes de renforcer et d'adapter nos politiques et instruments juridiques en matière de migration pour faciliter la libre circulation des personnes, facteur clef du développement du tourisme.

En ce sens, nous réitérons notre appui aux mesures prises par les autorités nationales et les organismes régionaux compétents dans le sens de

/...

l'uniformisation des politiques, législations, procédures et systèmes d'information concernant les migrations.

Le tourisme est l'un des domaines d'intervention prioritaires de l'Alliance pour le développement durable. Cela étant, l'engagement que nous avons souscrit de renforcer la sécurité des habitants de la région et la protection des visiteurs étrangers, conformément aux accords conclus lors de la dix-septième Réunion ordinaire des Présidents des pays d'Amérique centrale, tenue à San Pedro Sula (Honduras), prend un relief particulier.

Afin de réitérer notre volonté ferme et constante de développer le secteur du tourisme, nous décidons d'adopter un ensemble de mesures qui nous permettront, dans le cadre de l'intégration touristique de la région, de mettre en commun nos ressources, nos énergies et nos efforts afin d'offrir au monde l'image et les atouts d'une destination touristique singulière.

Afin de renforcer le tourisme, nous avons décidé de lui conférer le statut d'activité prioritaire d'intérêt national et régional et d'adopter le Programme d'action régional pour le développement du tourisme, qui fait partie intégrante de la présente déclaration (voir appendice).

Vu l'importance des ressources nécessaires pour mener à bien le programme adopté à la présente réunion, nous estimons qu'il est de la plus haute importance que la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) fasse tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir des ressources supplémentaires en vue de renforcer le secteur du tourisme.

De même, nous invitons la communauté internationale à appuyer ce programme en lui apportant son concours technique et financier, afin de permettre à l'Amérique centrale de combiner les atouts de la paix et de la démocratie et les énergies en vue de réaliser le développement durable de la région en faveur de l'activité touristique.

Nous exprimons au peuple et au Gouvernement du Nicaragua notre profonde gratitude pour les attentions dont nous avons fait l'objet pendant notre séjour et qui ont largement contribué au succès de nos travaux. Par ailleurs, nous décidons de tenir la dix-neuvième Réunion ordinaire des Présidents des pays d'Amérique centrale à Panama.

Nous avons adopté la présente Déclaration à Montelimar (République du Nicaragua) le 9 mai 1996.

Le Président de la République
du Costa Rica

José Maria FIGUERES OLSEN

Le Président de la République
du Guatemala

Alvaro ARZU IRIGOYEN

Le Président de la République
du Honduras

Carlos Roberto REINA

La Présidente de la République
du Nicaragua

Violeta BARRIOS DE CHAMORRO

/...

A/50/998
S/1996/497
Français
Page 6

Le Président de la République
du Panama

Ernesto PEREZ BALLADARES

Le Président de la République
d'El Salvador

Enrique BORG BUSTAMANTE

OBSERVATEUR

Le Ministre du tourisme et de l'environnement,

Représentant du Premier Ministre du Belize

Henry YOUNG

/...

APPENDICE

Programme d'action régional pour le développement du tourisme

I. CONTENU DU PROGRAMME

Objectif stratégique

Le présent Programme d'action vise à renforcer et à faire reconnaître le secteur du tourisme en tant qu'activité économique stratégique et prioritaire essentielle pour le développement durable de l'Amérique centrale.

Il a pour objectif de développer de manière sensible le secteur du tourisme, qui est créateur d'emplois et susceptible d'attirer des devises et qui a une dimension sociale considérable. Il vise également à doter les organismes nationaux et régionaux, ainsi que les entreprises privées directement concernées par le tourisme, de politiques et de moyens juridiques propres à favoriser le développement de l'activité touristique.

Son succès repose sur la participation de vastes secteurs sociaux et économiques et sur une action interinstitutionnelle concertée, l'objectif étant de permettre au plus grand nombre de tirer parti du développement du tourisme.

Enfin, le Programme d'action vise à accroître la part du tourisme dans l'économie des pays de la région, en valorisant et en protégeant le patrimoine socio-culturel et écologique de l'Amérique centrale, qui constitue l'un des avantages comparatifs de la région en matière de tourisme international.

II. PRINCIPES FONDEMENTAUX

Le développement global du tourisme passe nécessairement par l'instauration d'une politique régionale concertée qui, sans négliger les caractéristiques propres et les intérêts de chaque pays, fera de l'Amérique centrale une importante destination touristique intégrée, accessible et attractive au niveau international.

À cette fin, il est nécessaire de définir avec la plus grande précision possible les éléments sur lesquels repose le Programme d'action, à savoir :

1. La volonté politique des gouvernements de la région de faire du tourisme un secteur stratégique de l'économie de l'Amérique centrale.
2. La concurrence des marchés extérieurs, qui oblige les pays d'Amérique centrale à unir leurs efforts pour permettre à la région de devenir une destination touristique privilégiée.
3. Les inégalités entre les pays d'Amérique centrale du point de vue du développement touristique.
4. L'existence d'un riche patrimoine naturel et culturel qui constitue un énorme potentiel touristique, à savoir :

/...

- 4.1 L'extraordinaire diversité biologique de l'isthme d'Amérique centrale, point de rencontre de la flore et de la faune du nord et du sud du continent américain, baigné par deux océans et protégé par la deuxième barrière de corail au monde;
 - 4.2. Un relief varié et pittoresque, caractérisé par la présence majestueuse de volcans magnifiques et de sites d'une extrême diversité biologique;
 - 4.3. Les nombreux fleuves, lacs et lagons d'une grande beauté naturelle, entourés de forêts, qui se prêtent aux sports aquatiques;
 - 4.4. Les plages, mers, îles et récifs de corail des Caraïbes et du Pacifique, propres à attirer des touristes du monde entier;
 - 4.5. Des sites archéologiques parmi les plus importants au monde et des cultures qui perpétuent les traditions et les coutumes antérieures à la Conquête ainsi que la présence de vestiges de villes, de villages ou de monuments coloniaux qui font partie du riche patrimoine historique et culturel de l'Amérique centrale;
 - 4.6. La diversité de l'agriculture, qui présente un attrait pour le tourisme.
5. La grande diversité socioculturelle, qui facilite l'intégration régionale en matière de développement du tourisme.
 6. La participation active du secteur privé, qui garantit un développement vigoureux et durable.
 7. Le rôle effectif que joue l'État dans la facilitation et la réglementation des investissements dans le secteur du tourisme.
 8. Le renforcement des processus démocratiques et l'instauration d'un climat de paix dans toute la région.

III. PRIORITÉS RÉGIONALES

1. La promotion et le soutien de l'activité touristique, dans une perspective de développement durable.
2. L'élaboration d'une stratégie de développement de la demande touristique qui valorise l'image de la région au niveau international.
3. Le développement de l'offre grâce à l'adoption d'une politique fiscale et d'un cadre juridique adaptés qui garantissent et stimulent les investissements dans le secteur touristique.
4. L'adoption de mesures visant à faciliter le tourisme en permettant d'accueillir plus de visiteurs, notamment grâce à l'assouplissement des formalités migratoires et douanières.

5. Le développement des infrastructures de base dans les régions présentant un intérêt touristique, en particulier dans le système des zones protégées, condition essentielle du développement du tourisme en Amérique centrale.
6. La coordination de l'action du secteur privé et du secteur public dans le cadre de l'exécution du présent programme d'action.
7. Le renforcement de la sécurité dans la région, compte tenu des accords conclus lors de la dix-septième Réunion des Présidents d'Amérique centrale, qui s'est tenue à San Pedro Sula (Honduras).
8. La rationalisation et l'optimisation des institutions qui se consacrent au développement du tourisme et des centres de formation de la région, de manière à en tirer le meilleur parti au niveau régional.
9. La promotion du tourisme intrarégional.
10. La gestion de la coopération internationale en faveur du développement du tourisme.

IV. MESURES À PRENDRE

A. Image de la région

1. Élaborer et mener, avec l'appui du secteur privé, une campagne de promotion de l'Amérique centrale sur les principaux marchés extérieurs qui présente la région comme la dernière destination touristique.
2. Inviter les ministères des relations extérieures de la région à collaborer de manière permanente, par le biais des ambassades et consulats, à l'élaboration d'une stratégie de coordination, de planification et d'exécution des mesures visant à présenter la nouvelle image touristique de la région.

B. Développement des investissements

1. Inviter les autorités compétentes des pays qui ne l'ont pas encore fait à inscrire le développement du tourisme comme priorité de leurs programmes de développement économique, après avoir procédé aux analyses nécessaires.
2. Charger le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique d'Amérique centrale et le Secrétariat pour l'intégration touristique centraméricaine d'élaborer de toute urgence une étude régionale visant à harmoniser les mesures de stimulation des investissements dans le secteur du tourisme, tout en respectant les caractéristiques de chaque pays. Cette étude devra être approuvée par le Conseil intersectoriel des ministres des finances et par le Conseil centraméricain de tourisme.
3. Parallèlement, les secrétariats mentionnés ci-dessus seront chargés d'élaborer des mesures d'incitation des investissements visant à :

3.1 Protéger et améliorer l'environnement;

/...

- 3.2 Restaurer le patrimoine historique et culturel de la région;
- 3.3 Nettoyer et embellir les sites d'intérêt touristique;
- 3.4 Amener les entreprises et les projets d'intérêt touristique à réinvestir leurs profits, conformément aux normes de l'institution chargée de réglementer le secteur.

C. Investissements publics

1. Demander aux ministres responsables des infrastructures dans chaque pays de la région de créer une commission interministérielle en vue de privilégier, en coordination avec les ministres et/ou les responsables du tourisme, des ressources naturelles, de l'environnement et de la culture, l'exécution de projets pour la protection et l'exploitation durable des ressources dans les zones déclarées d'intérêt touristique.
2. Demander aux autorités compétentes de prendre des mesures visant à améliorer la qualité de l'eau et l'assainissement dans la région, ce qui permettra de développer le tourisme grâce à la sécurité et aux garanties ainsi offertes aux visiteurs.
3. Demander à la Réunion des ministres des transports d'Amérique centrale de donner la priorité, dans leurs plans de développement, à la construction de voies de communication terrestres appropriées et d'une signalisation routière, de manière à faciliter le transport intrarégional et de faciliter les liaisons aériennes entre les différents points du territoire centraméricain considérés comme étant d'un grand intérêt touristique, ce qui permettra d'accueillir plus de visiteurs et de favoriser le développement touristique.

D. Facilitation du tourisme

1. Charger le Conseil intersectoriel des ministres du transport et le Conseil centraméricain du tourisme de définir, avec la participation du secteur privé, les composantes d'une politique de déréglementation des tarifs des transports aériens pour accroître, de préférence en recherchant la réciprocité, la compétitivité de l'Amérique centrale en tant que destination touristique, ce qui permettra de réduire les prix et d'accueillir plus de visiteurs.
2. Inviter l'Organisation centraméricaine pour les migrations à prendre des mesures visant à lever l'obligation de visa pour les ressortissants des principaux partenaires de la région et à promouvoir l'utilisation généralisée de la carte de tourisme pour faciliter l'accès des touristes aux pays qui exigent un visa.
3. En accord avec les politiques nationales en matière de migration, inviter les autorités compétentes à maintenir leur appui aux initiatives prises dans le cadre du Programme centraméricain relatif aux migrations, "Instruments concernant les migrations pour l'intégration de l'Amérique centrale", en vue d'uniformiser :

- 3.1. La formulation et l'exécution des politiques régionales en matière de migration dans la perspective du développement national et régional;
 - 3.2. Les lois et règlements de la région en matière de migration;
 - 3.3. Les procédures relatives à l'entrée des personnes dans la région, à leur séjour et à leur sortie;
 - 3.4. Les systèmes régionaux d'information en matière de migration.
4. Demander aux autorités compétentes de présenter, dans les trois mois, au Conseil des ministres des relations extérieures, qui est le principal organe de coordination du Système d'intégration centraméricaine, un rapport sur les progrès réalisés dans ces domaines.
5. Appuyer les activités de l'Organisation centraméricaine pour les migrations afin d'élargir le Programme centraméricain relatif aux migrations, en cherchant à améliorer encore les résultats déjà obtenus. De même, engager les institutions et organismes nationaux et régionaux compétents en matière de migration à appuyer les activités que mène dans la région le Programme centraméricain relatif aux migrations.
6. Inviter les compagnies aériennes qui proposent des vols vers l'Amérique centrale à mener des campagnes promotionnelles et publicitaires pour inciter les touristes à se rendre dans la région.
7. Organiser, dans un délai de 90 jours, un forum de haut niveau réunissant les plus hautes autorités du tourisme, des migrations, des douanes, de la santé, de l'agriculture et de la police, pour traiter du thème de la facilitation du tourisme et formuler des recommandations.

E. Législation

1. L'existence d'un organe de normalisation et de réglementation, expressément chargé de protéger les ressources naturelles, est indispensable. Nous avons donc chargé les autorités compétentes d'élaborer, dans un délai maximum de 120 jours, les projets de loi correspondants.

De même, encourager la ratification des conventions régionales existant dans le domaine de la protection du patrimoine culturel.

2. Pour parvenir à un équilibre entre la pêche commerciale et la pêche de loisir, il est nécessaire d'établir une législation ou une réglementation appropriée qui garantisse la protection efficace des ressources marines et halieutiques.

F. Comptabilité nationale et tourisme

Recommander aux banques nationales de chaque pays de faire apparaître dans leurs comptabilités nationales respectives les revenus engendrés par le secteur du tourisme.

/...

G. Coordination avec le secteur privé

Charger le Conseil centraméricain du tourisme, par l'intermédiaire de son secrétariat permanent, d'assurer une coordination étroite avec les offices du tourisme nationaux des pays d'Amérique centrale et avec divers organismes privés actifs dans ce secteur.

H. Sécurité en ville

Charger la Commission centraméricaine de la sécurité de promouvoir, en consultation avec les autorités régionales du tourisme, un ensemble de mesures et d'actions visant à améliorer les conditions de sécurité des visiteurs étrangers, en tenant compte des dispositions de l'Accord-cadre relatif à la sécurité démocratique en Amérique centrale.

I. Formation

1. Organiser des séminaires régionaux avec la participation des municipalités et des organismes nationaux de tourisme pour intégrer efficacement les communautés dans le développement du tourisme en Amérique centrale.
2. Les organismes officiels de tourisme de la région devront organiser, de façon coordonnée, des cours axés sur la micro, la petite et la moyenne entreprise touristique au niveau régional.
3. Renforcer à la fois les établissements d'enseignement liés au secteur du tourisme et les programmes scolaires à tous les niveaux, afin de favoriser la promotion du tourisme et de pouvoir disposer de personnel qualifié.

V. MESURES INSTITUTIONNELLES EN VUE DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME

1. Renforcer les ministères ou organes officiels de tourisme et les charger de contribuer à l'exécution du présent programme d'action.
2. Renforcer le Secrétariat pour l'intégration touristique centraméricaine en vue d'en faire une institution régionale responsable et spécialisée.
3. Établir une coordination interinstitutions afin de garantir l'exécution des mesures décrites plus haut.
4. Encourager la participation totale et active du secteur privé à l'exécution du présent programme, par l'intermédiaire de la Fédération des offices du tourisme et d'autres organismes du secteur.
5. Encourager la participation des municipalités et des communautés au développement du tourisme local.

VI. COOPÉRATION ET SOURCES DE FINANCEMENT

1. Pour l'exécution du présent Programme d'action, les gouvernements de la région, conscients de l'importance stratégique du secteur touristique, s'engagent à renforcer leur appui au Secrétariat pour l'intégration touristique

/...

centraméricaine et aux organismes officiels de tourisme. Il y a lieu en outre d'assouplir la proposition de mécanismes automatiques de financement conformément aux dispositions du Protocole de Guatemala.

2. Demander à la Banque centraméricaine d'intégration économique de continuer, dans ses activités, à accorder la priorité au secteur du tourisme, en favorisant et en stimulant la participation active du secteur privé dans le cadre d'arrangements conclus entre des pays extérieurs à la région et des pays centraméricains, comme des investissements mixtes, des cofinancements, etc. Demander également à la Banque d'appuyer les efforts visant à obtenir des ressources qui permettront de donner de l'Amérique centrale une image de destination touristique régionale.

3. Charger les organes compétents de chaque pays de gérer les fonds nécessaires au financement de projets touristiques prévus dans les communautés et destinés à la micro, petite et moyenne entreprise.

4. Demander à l'Organisation mondiale du tourisme d'apporter son appui continu et de coopérer avec les pays d'Amérique centrale dans le cadre de l'exécution des mesures envisagées dans le présent Programme d'action.

5. Charger le Secrétariat pour l'intégration touristique centraméricaine de s'efforcer de trouver des modalités de coopération pour la réalisation du présent Programme d'action.

VII. INSTRUMENTS DE SUIVI

Le Conseil centraméricain du tourisme, par l'intermédiaire de son secrétariat permanent, sera la structure organique chargée d'assurer le suivi des mesures décrites plus haut; pour ce faire, on procédera à des évaluations périodiques pertinentes qui feront du Conseil des ministres des relations extérieures l'organe principal de coordination du Conseil centraméricain du tourisme, conformément aux dispositions des Protocoles de Tegucigalpa et de Guatemala.

VIII. MOYENS DE COMMUNICATION

Inviter les médias à prendre part aux efforts des secteurs public et privé d'Amérique centrale pour donner de la région une image de zone touristique attrayante et sûre. À cette fin, des séminaires régionaux et nationaux seront organisés pour faire connaître la portée du présent Programme d'action.
